ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2021

PRÉVENTION ACTES DE TERRORISME ET RENSEIGNEMENT - (N° 4104)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CL74

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE 3

Après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant :

« c) À la deuxième phrase du cinquième alinéa, les mots : « pour une durée maximale de trois mois » sont remplacés par les mots : « autant de fois que nécessaire » ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La surveillance d'une personne étant soumise à l'article L. 228-1 du Code de la sécurité intérieure, elle ne peut être abusivement reconduite. En revanche, limiter les obligations auxquelles elle serait soumise à trois mois renouvelables une fois, alors qu'une durée plus longue pourrait être nécessaire, ferait encourir des risques disproportionnés à la sécurité des Français.